8. Place financière suisse

Gérard Perroulaz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/609>

DOI : 10.4000/aspd.609

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 125-140

ISBN : 2-88247-049-5

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Gérard Perroulaz, « 8. Place financière suisse », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 22-1 | 2003, mis en ligne le 25 mars 2010, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/609> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.609>

8. PLACE FINANCIÈRE SUISSE*

LA LÉGISLATION SUISSE a subi des modifications très importantes dans les années 1990 pour améliorer la lutte contre le blanchiment d'argent, contre le crime organisé et contre la corruption. La Commission fédérale des banques s'est montrée soucieuse face à certaines affaires d'argent de potentats placé dans les banques suisses, menant des enquêtes internes sévères sur les cas de la fortune Abacha (Nigeria) et des fonds Montesinos (Pérou). Le Conseil fédéral a aussi clairement montré sa volonté de ne pas voir la place financière suisse utilisée pour financer des activités terroristes (gel d'avoirs et collaboration avec les Etats-Unis suite aux attentats du 11 septembre 2001). Dans le domaine de l'argent placé dans les banques suisses pour fuir le fisc du pays d'origine, les milieux bancaires et le Conseil fédéral sont restés sur la défensive, en réaffirmant l'importance donnée au maintien du secret bancaire suisse.

Dans son examen en matière de coopération suisse pour le développement (2000), le Comité d'aide au développement (CAD/OCDE) a salué les progrès en Suisse dans la lutte contre la corruption et le blanchiment. Dans son analyse du droit pénal suisse anticorruption, l'OCDE critique le fait que la Suisse ne reconnaît pas encore la responsabilité pénale des personnes morales. Pour le CAD, le cas des fonds Abacha illustre encore des problèmes de cohérence possibles. «Le secret bancaire suisse ne protège pas des fonds provenant d'un crime. Il est levé en cas de corruption, blanchiment de capitaux, fonds de chefs d'Etat, etc. Le secret bancaire ne fait ainsi pas obstacle à la coopération internationale judiciaire dans ce domaine. Cependant, la Suisse est une place financière majeure, pour laquelle le secret bancaire est un facteur de compétitivité important; elle est susceptible d'attirer des capitaux d'origine douteuse en provenance des pays en développement. Ceci implique que la Suisse doit constamment veiller à ce qu'il n'y ait pas d'abus de sa place financière.»¹

8.1. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

❑ *Travaux sur le plan international:*

Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux

Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), dont le siège est à l'OCDE, à Paris, est l'instance internationale qui permet de coordonner la lutte contre le blanchiment. Le GAFI avait formulé en 1990 une quarantaine de recommandations pour améliorer la lutte contre le blanchiment; celles-ci sont devenues des standards internationaux reconnus des mesures à prendre dans ce domaine². Bien que ces recommandations soient non contraignantes, il

* Par Gérard Perroulaz, chargé de recherche à l'iuéd.

¹ CAD, *Examen en matière de coopération pour le développement: Suisse*, Dossiers du CAD 2000, vol. 1, n° 4, pp. 52 et 53, «Cohérence et fuite de capitaux».

² La Suisse se conforme à presque toutes les recommandations du GAFI. Seule divergence, elle n'a pas encore ratifié formellement la Convention des Nations unies contre le commerce illégal de drogues et substances psychotropes.

existe plusieurs moyens de faire progresser cette lutte : évaluations mutuelles périodiques des législations des pays membres, réunions d'études des nouvelles formes de blanchiment, publication d'un rapport annuel³, publication d'une liste (mise à jour périodiquement) des pays ou territoires non coopératifs dans la lutte contre le blanchiment, organisation de séminaires d'information même dans les pays non membres du GAFI.

Le rapport annuel sur les typologies du blanchiment de capitaux⁴ fait le point sur certains domaines étudiés pendant cette année 2001-2002. Le GAFI a notamment révisé son mandat pour intégrer les questions liées au financement du terrorisme (voir ci-dessous sous-chap. 8.4). Il a aussi étudié le problème des activités de banques correspondantes dans le blanchiment⁵ (vulnérabilité et possibilité de brouiller les pistes financières lorsqu'une banque étrangère est en relation d'affaires avec une banque suisse), la corruption et la gestion privée (gestion de patrimoine de personnes à haut revenu ou de personnalités en vue de la sphère publique).

Le GAFI a décidé en 2001 d'entreprendre une révision des 40 recommandations. Un document consultatif a été mis en consultation en mai 2002⁶ et la version révisée des recommandations ne devrait pas être adoptée avant mi-2003. Le GAFI examine notamment un renforcement de ses recommandations dans les domaines suivants :

- ❑ identification du client et devoir de diligence, déclarations de transactions suspectes (en portant une attention particulière aux clients « à risques ») ;
- ❑ identification des bénéficiaires réels et de ceux qui contrôlent diverses sociétés (entreprises, fondations, fiducies, trusts).

Il examine aussi la possibilité d'étendre les recommandations au secteur non financier : casinos et autres jeux d'argent, agents en biens immobiliers et en objets de luxe, prestataires de services aux sociétés, avocats, notaires, professions comptables et conseillers financiers.

Le GAFI avait publié en l'an 2000 une liste de « pays et territoires non coopératifs », afin de les inciter à prendre des mesures pour mieux lutter contre le blanchiment⁷. Cette liste est régulièrement actualisée et comprenait en juin 2002 15 pays et territoires jugés non coopératifs. Les pays dont la législation s'est suffisamment améliorée – et qui est entrée en vigueur – sont retirés de la liste. Des sanctions sont appliquées à l'encontre des Etats qui ne font pas assez de progrès, tel par exemple Nauru. L'Ukraine et le Nigeria risquent des sanctions dès 2003 si les progrès ne sont pas jugés satisfaisants. En octobre 2002, le GAFI a

³ Voir FATF, *Financial Action Task Force on Money Laundering : Annual Report 2001-2002*, 2002, disponible sur le site Internet du GAFI.

⁴ GAFI, *Rapport sur les typologies du blanchiment de capitaux 2001-2002*, 2002.

⁵ Une banque correspondante est un établissement partenaire d'une banque sur une autre place financière – où elle n'a pas forcément de représentation propre – pour faciliter les opérations de transfert. (Source : Froidevaux Dominique (dir.), *La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux*, Lausanne : Editions d'En Bas, 2002.)

⁶ Disponible sur Internet : <www.fatf-gafi.org/pdf/Review40_en.pdf>.

⁷ Un rapport sur les pays et territoires non coopératifs (PTNC) figure sur <www.fatf-gafi.org/NCCT_fr.htm>. La liste des PTNC comprenait en juin 2002 les Etats et territoires suivants : les îles Cook, la Dominique, l'Egypte, la Grenade, le Guatemala, l'Indonésie, les îles Marshall, le Myanmar, Nauru, le Nigeria, Niue, les Philippines, la Russie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et l'Ukraine.

fait passer la liste des pays non coopératifs de 15 à 11. La Russie, Dominique, Niue et les îles Marshall ont été retirés de la liste en raison des progrès enregistrés dans la lutte contre le blanchiment. En Suisse, la Commission fédérale des banques invite les banques à faire preuve d'une diligence accrue envers les personnes, sociétés ou établissements bancaires issus des territoires non coopératifs. Une attention particulière doit être accordée en cas de transactions financières avec Nauru (contrôle minutieux de l'identité du contractant et de l'ayant droit économique)⁸.

□ *Evaluation du secteur financier de la Suisse*

Le Forum de stabilité financière (issu du G7) avait en l'an 2000 mentionné la Suisse sur sa liste des centres financiers offshore⁹. La Suisse avait vivement protesté et refusé de se soumettre aux contrôles prévus pour les centres financiers offshore. Elle avait par contre accepté de se soumettre à une évaluation du secteur financier du FMI, «Financial Sector Assessment Programme» (FSAP). Le rapport définitif a été publié en juin 2002¹⁰. Il analyse surtout le renforcement de la stabilité du système financier sur le plan national et international, mais aborde aussi le domaine de la lutte contre le blanchiment. Les dispositions suisses de lutte contre le blanchiment applicables au secteur bancaire ont été jugées conformes aux standards internationaux. Le rapport critique par contre le fait que l'identification de l'ayant droit économique ne soit pas faite de manière systématique en dehors du secteur bancaire, par exemple pour les négociants en valeurs mobilières.

□ *Application de la loi sur le blanchiment en Suisse*

La nouvelle loi sur le blanchiment entrée en vigueur en avril 1998 a permis d'étendre la loi suisse non seulement au secteur bancaire, mais à tous les intermédiaires financiers. La surveillance du système relève de la compétence de l'Administration fédérale des finances, alors que les transactions suspectes doivent être dénoncées par les intermédiaires financiers auprès du Bureau de communication en matière de blanchiment (MROS). Ce bureau, interface entre les intermédiaires financiers et les autorités de poursuite pénale, doit examiner les cas dénoncés par les intermédiaires financiers et, lorsque le soupçon de blanchiment s'avère fondé, transmettre le cas à la justice, les fonds suspects étant bloqués pendant cette procédure.

Le Bureau de communication en matière de blanchiment publie chaque année un rapport faisant le point sur les dénonciations d'opérations suspectes. Dans son rapport annuel 2001¹¹, le MROS relève l'augmentation sensible des cas sus-

⁸ Source : communication de la CFB du 7 janvier 2002 destinée aux banques, négociants et directions de fonds de placement.

⁹ La liste comprenait 70 centres offshore, dont le Luxembourg, Singapour et Hongkong. Les importantes places financières de Londres, New York et Tokyo ne figuraient par contre pas sur cette liste. Selon le Forum de stabilité financière et le GAFI, on pourrait définir un centre financier offshore comme étant une juridiction qui attire d'importantes activités de non-résidents et qui possède certaines caractéristiques comme une faible fiscalité, une faible réglementation, un secret bancaire opaque et une faible coopération avec l'étranger.

¹⁰ IMF, *Switzerland: Financial System Stability Assessment*, IMF Country Report, n° 02/108, 2002, disponible sur le site du FMI <www.imf.org>.

¹¹ MROS, *4^e rapport annuel 2001*, 2002, <www.bap.admin.ch>.

pects dénoncés (417 en 2001 contre 311 l'année précédente), 95 des 417 communications étant liées à la recherche de fonds qui auraient pu servir à financer les actes de terrorisme (après les attentats du 11 septembre 2001); 91 % de toutes les communications ont été transmises aux autorités de poursuite pénale, ce qui montre que la qualité des annonces est bonne; 61 % des communications proviennent du secteur bancaire, et la part des communications émanant des fiduciaires, conseillers en placement et gestionnaires de fortune est en augmentation ces dernières années, s'élevant à 29 % du total pour ces trois catégories. Le nombre de cas dénoncés par des avocats, des notaires, des casinos ou des assurances est très faible. 92 % des cas dénoncés proviennent d'intermédiaires financiers de cinq cantons: Zurich, Genève, Berne, Tessin et Bâle-Ville. Dans 31 % des cas, les intermédiaires financiers ont dénoncé des transactions suspectes suite à des informations de tiers (listes de noms suspects publiées par les Etats-Unis suite aux attentats par exemple) et dans 28 % des cas, c'est à cause d'articles parus dans la presse que les intermédiaires commencent à se poser des questions sur certains clients. Dans 14 % des cas, les intermédiaires financiers sont alertés lorsqu'un client ne peut pas expliquer de manière claire l'arrière-plan économique d'une transaction et dans 11 % des cas, ce sont les autorités de poursuite pénale qui attirent l'attention d'une banque sur des relations d'affaires en lien avec d'autres personnes suspectes ou condamnées.

❑ *Révision des directives de la Commission fédérale des banques sur la lutte contre le blanchiment*

La Commission fédérale des banques (CFB) a mis sur pied un groupe de travail pour la révision des directives relatives à la prévention et à la lutte contre le blanchiment de capitaux. Les directives datant de 1998 permettaient de préciser les implications de la loi sur le blanchiment pour les banques suisses. Parallèlement à ce processus, l'Association suisse des banquiers a mis à jour la Convention relative à l'obligation de diligence des banques. Cette convention de diligence, qui fixe les règles d'identification des clients, existe depuis 1977 et a été révisée à plusieurs reprises, pour tenir compte de l'évolution des lois.

En 2002, la CFB a mis en consultation son projet d'ordonnance sur le blanchiment d'argent, en proposant un renforcement des moyens de contrôle des transactions suspectes et un suivi de la clientèle. Il ne s'agit plus simplement de repérer des clients douteux, mais de passer au peigne fin, à l'aide notamment de programmes informatiques élaborés et de bases de données, l'ensemble des relations d'affaires pour mieux détecter les transactions et clients douteux. Parmi les mesures proposées les plus significatives, la CFB recommande aux intermédiaires financiers de répartir leurs relations d'affaires selon des catégories de risques plus ou moins grands (art. 6 de la proposition d'ordonnance de la CFB relative aux devoirs de diligence des banques). Le risque est plus élevé selon certains critères: importance des sommes d'argent en jeu, siège ou domicile du cocontractant et de l'ayant droit économique, pays siège des sociétés, nature et lieu de l'activité commerciale et type d'opérations effectuées sur les comptes. Les relations d'affaires présentent aussi des risques accrus quand il s'agit de personnes politiquement exposées ou de personnes qui ne font pas partie du cercle habituel de la clientèle (art. 16). Les banques devraient prêter une attention toute particulière lorsque les transactions concernent des montants importants (plus de 100'000 francs en espèces, apportés en une fois ou de

manière fractionnée), ou lorsqu'elles sont inhabituellement élevées au vu de la situation financière du client ou de l'activité déclarée, ou encore lors de gros retraits de montants déposés peu de temps auparavant. Pour soigner la réputation de la banque, la CFB estime qu'il ne suffit pas d'enregistrer les renseignements donnés par le client lui-même ou par son représentant, mais que la banque doit aussi consulter des informations accessibles publiquement et surveiller les transactions de manière systématique pour détecter les anomalies. L'intermédiaire doit informer le bureau de communication MROS lorsqu'il refuse d'entrer en relation d'affaires en raison de soupçons fondés de blanchiment ou de lien avec des activités terroristes (art. 24). Cet article va plus loin que la loi sur le blanchiment, qui impose le devoir de communication uniquement pour les relations d'affaires en cours. Pour l'organisation au sein de la banque, l'intermédiaire doit émettre des directives internes à l'intention des conseillers à la clientèle et assurer leur formation continue dans la lutte contre le blanchiment. Les intermédiaires financiers doivent avoir un service interne de lutte contre le blanchiment (service *compliance*¹²), sans délier la direction de sa responsabilité de surveillance. Les groupes financiers et les banques ayant des succursales à l'étranger doivent limiter et contrôler de manière globale les risques de réputation liés au blanchiment et au financement du terrorisme ; un service *compliance* du groupe doit donc avoir accès à une banque de données centralisées des cocontractants et des ayants droit économiques au niveau du groupe. La directive de la CFB sera applicable aussi aux filiales de banques suisses, les procédures de communication des opérations suspectes et le blocage des avoirs étant appliqués selon les dispositions locales. La nouvelle Ordonnance sur le blanchiment d'argent de la CFB entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2003 et devra être mise en application dès fin juin 2004.

Certaines voix s'élèvent dans la presse pour relever l'énorme investissement en ressources humaines et informatiques nécessaire aux institutions financières pour appliquer sérieusement les directives proposées¹³.

Le travail des conseillers en placement et en gestion de fortune n'est pas aisé. Il s'agit d'attirer des clients fortunés et d'offrir un accueil et des conseils d'excellente qualité, de maintenir une très bonne relation avec les clients importants, d'éviter que certains clients aillent chez les banques concurrentes (ou placent leur argent sur des places financières à l'étranger). Mais il faut aussi suivre l'actualité, confronter des listes de personnes suspectes avec les listes de clients, demander certaines informations aux clients, éviter d'avoir l'image de la banque ternie lors d'affaires d'argent de potentats qui éclatent dans la presse¹⁴.

8.2. LOI SUR LE PARTAGE DES VALEURS PATRIMONIALES CONFISQUÉES

Le Conseil fédéral a présenté en octobre 2001 son *Message concernant la loi sur le partage des valeurs patrimoniales confisquées*¹⁵.

¹² Service spécialisé qui se charge de l'application des directives internes et conseille les responsables des unités dans la lutte contre le blanchiment.

¹³ Par exemple *Le Temps*, 19.8.02.

¹⁴ Voir Froidevaux Dominique, «un "Swiss private bankers" n'est pas un extraterrestre», dans *idem* (dir.), *La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux*, op. cit.

¹⁵ *Message concernant la loi sur le partage des valeurs patrimoniales confisquées* du 24 octobre 2001, *Feuille fédérale* (01.064), 2002, pp. 423-470.

La confiscation des produits du crime ne s'opère souvent pas dans le pays où le crime a été commis et les enquêtes impliquent fréquemment une collaboration de plusieurs Etats. Le partage des profits d'activités criminelles a été appliqué en premier aux Etats-Unis (*asset sharing*). L'idée d'une coordination des procédures d'enquêtes et du partage des biens confisqués a été reprise dans les recommandations du GAFI, dans la Convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et dans la Convention du Conseil de l'Europe de 1990 relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime. Dans les cas d'entraide judiciaire internationale, des conventions de partage des avoirs saisis sont habituellement conclues entre les pays concernés, pour répartir les fonds entre les différents Etats engagés dans l'enquête. Sur le plan suisse, les règles étaient assez floues (compétences de plusieurs cantons dans une procédure et implication de la Confédération).

La question du partage des fonds confisqués se pose à deux niveaux, d'abord sur le plan international, entre la Suisse et les Etats étrangers, puis en Suisse, entre les cantons et la Confédération. Le projet de loi maintient au premier niveau la collaboration internationale et la restitution de tout ou partie des fonds aux pays qui collaborent à la procédure pénale, ainsi que la possibilité de restituer les fonds à l'Etat lésé des valeurs qui proviennent de la corruption de fonctionnaires étrangers ou de la gestion déloyale des intérêts publics. Sur le plan interne et selon le système proposé dans le projet de loi pour les cas de saisie de fonds excédant 100'000 francs, le canton (ou la Confédération) qui dirige l'enquête et prononce la confiscation recevra la moitié des valeurs confisquées. Les cantons où se trouvent les valeurs saisies obtiendront 20 % pour leur collaboration à l'enquête. La Confédération recevra (dans tous les cas) les 30 % restants destinés au soutien à la lutte contre la criminalité (entraide judiciaire internationale, offices centraux pour la lutte contre le crime organisé).

Plusieurs parlementaires¹⁶ et des ONG telles que la Communauté de travail des œuvres d'entraide souhaitaient que l'argent provenant de la drogue soit utilisé pour aider les toxicomanes (prévention de l'utilisation des drogues) et les pays producteurs de drogues (encouragement des cultures de substitution). Dans la procédure de consultation, les associations économiques et les autorités de poursuite pénale se sont exprimées contre une affectation spéciale des fonds saisis au niveau des cantons, alors que les associations de lutte contre la toxicomanie et les ONG de coopération étaient favorables à une affectation ciblée des fonds pour la prévention en Suisse et à l'étranger. Le Conseil fédéral n'a pas souhaité, dans son message, prévoir l'utilisation des fonds saisis, laissant les cantons libres de disposer de leur part de ces fonds. Les cantons de Vaud, Genève et Fribourg prévoient ainsi une répartition allant dans le sens mentionné plus haut. Dans le canton de Genève, les valeurs confisquées issues du trafic de drogue sont versées à un fonds spécial, pour un montant maximal de 3 millions de francs par année. La moitié du fonds permet de financer la prévention de la toxicomanie à Genève et l'autre moitié des projets de coopération au développement¹⁷. Dans le canton de Fribourg, les valeurs confisquées peuvent aussi financer la prise en charge médico-sociale des toxicomanes, et le canton de Vaud

¹⁶ Motion Alex Heim et initiative parlementaire Jost Gross.

¹⁷ Loi genevoise du 26 mai 1994 sur la création d'un fonds destiné à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie.

étend les mesures à la lutte contre l'alcoolisme. Trois arguments ont incité le Conseil fédéral à ne pas généraliser ce système à toute la Suisse et à laisser les cantons prévoir une affectation spéciale à leur convenance :

- ❑ Il n'est pas forcément juste d'affecter toutes les valeurs confisquées à la seule lutte contre la drogue car les fonds saisis proviennent en majorité d'autres délits (trafic d'armes, corruption...).
- ❑ Le blanchiment d'argent de la drogue se fait au moyen de transactions financières très complexes. Il est donc légitime d'utiliser une partie de ces fonds pour financer des moyens de recherche policiers et judiciaires.
- ❑ La création d'un fonds spécial va à l'encontre de la marge financière de la Confédération et des cantons (opposition de principe à des recettes affectées à certaines dépenses particulières).

8.3. DEVOIRS DE DILIGENCE DES BANQUES ET DES NÉGOCIANTS ENVERS DES « PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES » (PPE)

Les grandes affaires de fuites de capitaux vers les banques suisses qui ont défrayé la chronique depuis l'affaire Ferdinand Marcos en 1986 ont souvent concerné les placements de personnalités dites « politiquement exposées »¹⁸. Les derniers cas mis à jour ont été les fonds déposés par le clan Abacha (Nigeria) et par Montesinos (Pérou).

Suite à l'affaire Abacha, la Suisse a pris l'initiative de réunir en novembre 2000 à Lausanne des représentants des autorités judiciaires et de surveillance bancaire des Etats du G8 et de la Suisse pour analyser les systèmes mis en place dans les différents pays et voir comment traiter le problème des fonds de personnes exerçant des fonctions publiques importantes, et surtout éviter que les fonds qui ne seraient pas acceptés dans un pays trouvent refuge dans un autre¹⁹. Certains Etats du G8 et la Suisse ont rédigé des recommandations (non contraignantes) relatives à l'acceptation de fonds de telles personnes. Les dispositions relèvent l'obligation de diligence accrue des banques à l'égard des clients de cette catégorie. Il faut dans ce cas faire attention aux signes qui doivent alerter les banques, tels que les versements de commissions ou de fonds provenant de banques centrales, vérifier l'identité du client sur des banques de données des personnes liées à des fonctions publiques, et suivre les relations d'affaires. La décision d'accepter des clients de cette catégorie devrait être prise par la direction de l'établissement. Les informations pour vérifier si un client entre ou n'entre pas dans cette catégorie de clients à suivre en particulier devraient être cherchées sur des bases de données publiquement accessibles.

¹⁸ Selon la définition de la Commission fédérale des banques, les personnes politiquement exposées sont les chefs d'Etat, les membres des autorités exécutives, judiciaires et militaires de haut rang, de même que les membres de leurs familles et leurs associés, les parlementaires, les politiciens de haut rang et hauts fonctionnaires de l'administration, et les responsables d'entreprises étatiques (CFB, *Rapport de gestion 2001*, p. 173, et ordonnance de la CFB relative aux devoirs de diligence des banques). Pour une liste des affaires concernant la place financière suisse, voir Perroulaz Gérard, Membrez François et Froidevaux Dominique, « La longue litanie des affaires », dans Froidevaux Dominique (dir), *La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux*, op. cit.

¹⁹ Source : CFB, *Rapport de gestion 2000*, pp. 164 et suiv., p. 173.

❑ *Affaire Montesinos (Pérou)*

La Commission fédérale des banques (CFB) avait mené des enquêtes pour examiner l'attitude des banques dans l'acceptation des avoirs d'Abacha et de Montesinos. Dans le cas de l'argent issu de la corruption placé en Suisse par l'ex-chef des services secrets péruviens (et conseiller personnel de l'ex-président Fujimori), Vladimiro Lenin Montesinos Torres, la CFB a examiné le travail de cinq banques pour vérifier si elles avaient respecté leurs obligations de diligence et d'annonce. 114 millions de francs avaient été repérés et bloqués sur des comptes bancaires suisses, fonds placés par Montesinos, des associés ou d'autres personnes qui avaient des contacts avec lui. Le rapport final de la CFB²⁰ met en lumière de graves lacunes dans une des cinq banques, la Bank Leumi le-Israel (Suisse), où l'arrière-plan économique des fonds n'avait pas été vérifié, cela malgré les montants considérables en jeu et le domaine d'activité annoncé (commerce d'armes), qui auraient dû alerter la direction de la banque. La CFB a été jusqu'à exiger de la banque qu'elle se sépare de son directeur général, ce qui a été accepté par la banque en question. Ce directeur avait personnellement accepté la relation d'affaires avec Montesinos en ne reconnaissant pas la qualité de personne politiquement exposée et alors que les vérifications sur la provenance des fonds n'étaient pas faites. Alors que la banque avait pour stratégie de ne pas accueillir des fonds de personnes exerçant des fonctions publiques importantes, la CFB lui reproche de ne pas disposer des instruments de contrôle à même de vérifier la qualité de PPE de clients, d'avoir un système d'annonce inadéquat et des directives internes insuffisantes. En août 2002, la Suisse a restitué 77,5 millions de dollars au Pérou dans le cadre de la procédure d'entraide judiciaire, 33 millions de dollars restant encore bloqués en Suisse²¹. L'enquête de la justice zurichoise a montré que ces avoirs restitués provenaient de la corruption, notamment du versement de « commissions » à Montesinos lors de livraisons d'armes au Pérou.

❑ *Accord de compromis dans l'affaire Abacha (Nigeria) ?*

L'« affaire Abacha » avait éclaté alors que les nouvelles dispositions légales auraient dû permettre de dénoncer des transactions douteuses (loi sur le blanchiment de 1998). Le gouvernement nigérian avait demandé l'entraide judiciaire à la Suisse.

Un accord négocié entre le gouvernement nigérian et les proches du défunt président Abacha (président de 1993 à 1998) a été conclu en avril 2002, ce qui pourrait permettre d'interrompre la procédure d'entraide judiciaire qui pourrait sinon encore être longue en raison des nombreuses possibilités de recours. Selon cet accord²², le gouvernement nigérian retire sa procédure de demande d'entraide judiciaire (et les proches d'Abacha retirent leurs recours) en échange de la restitution au Nigeria de plus d'un milliard de dollars de fonds saisis dans plusieurs pays (dont 535 millions de dollars en provenance de la Suisse²³). L'argent restitué transite par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux (BRI, Bâle), qui contrôlera ainsi avec la Banque mondiale l'utilisation de

²⁰ CFB, communiqué de presse, 13.11.01.

²¹ *Le Temps*, 21.8.02.

²² Administration fédérale, communiqué de presse, 17.4.02.

²³ Autres pays impliqués : Grande-Bretagne, Luxembourg, Liechtenstein, Jersey.

l'argent à rendre (réduction de la dette extérieure du pays par exemple). 100 millions de dollars sont restitués à la famille Abacha en échange de leur consentement sur la restitution du reste de l'argent ; 90 millions de dollars restent bloqués en Suisse au titre des procédures pénales à Genève (à l'égard du frère d'Abacha, qui n'est pas inclus dans l'accord).

L'organisation Place financière suisse (Aktion Finanzplatz Schweiz) a exprimé ses doutes sur le bien-fondé de cet accord extrajudiciaire. L'accord n'est juridiquement pas clair. Il est pour l'ONG inacceptable que ce soit la BRI (dont les décisions sont dominées par les pays occidentaux) qui décide de l'affectation de fonds volés à l'Etat nigérian. Une des utilisations envisagées est de diminuer la dette extérieure du Nigeria par ce biais. La Suisse et la Grande-Bretagne n'auraient pas dû soutenir la culture d'impunité au Nigeria. Devoir conclure un accord «à l'amiable» montre aussi selon l'ONG que la procédure d'entraide judiciaire peut encore être sensiblement ralentie par le biais de multiples recours. En décembre 2002, la procédure judiciaire a été réactivée, puisque des proches d'Abacha ont remis en question l'accord «à l'amiable». La procédure d'entraide judiciaire se poursuit donc, avec notamment le recours de la famille Abacha contre la décision de l'Office fédéral de la justice de transmettre des documents bancaires au Nigeria, transmission de documents qui pourrait faciliter la procédure de procès au Nigeria.

8.4. LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ ET CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le Parlement a adopté en décembre 1999 un transfert de compétences à la Confédération pour les affaires de blanchiment d'argent, de crime organisé, de corruption et de criminalité économique. Les grandes affaires de crime organisé qui impliquent des liens avec l'étranger ne sont donc plus suivies par des cantons, mais par la Confédération. Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002 (art. 340bis du Code pénal).

Suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, l'actualité de l'année 2001-2002 a été dominée par un aspect particulier du crime organisé : le terrorisme. La Suisse a voulu montrer très rapidement qu'elle prenait au sérieux les risques d'utilisation de places financières importantes pour des opérations liées au financement d'activités terroristes.

Le blanchiment d'argent consiste à cacher l'origine délictueuse de fonds issus du trafic de drogue ou d'autres activités illégales, en mettant de l'argent sale dans les circuits financiers habituels. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 perpétrés aux Etats-Unis ont mis au premier plan de l'actualité le problème du circuit inverse : de l'argent « propre » (ou sale) est utilisé pour financer des activités terroristes. Les sources de financement des activités terroristes peuvent être le soutien financier direct de certains Etats ou de certaines personnes fortunées, des activités criminelles ordinaires, mais aussi de l'argent perçu de façon légitime récolté de différentes manières (activités économiques et commerciales légitimes, collectes et dons, cotisations, vente de publications, manifestations culturelles et sociales). L'argent peut être récolté au nom d'organisations caritatives ou au travers d'entreprises diverses. Les méthodes techniques

pour le soutien d'activités terroristes sont semblables à certaines techniques classiques du crime organisé (mouvements de fonds clandestins en espèces, dépôts et retraits fractionnés sur des comptes bancaires, cartes de crédit...). Des formes d'activités souterraines ou traditionnellement utilisées dans certaines régions permettent des transferts de fonds (entre autre le système *hawala*²⁴).

Suite aux événements du 11 septembre 2001, les Etats-Unis et l'Union européenne ont plaidé pour une meilleure détection et prévention de l'utilisation du système financier mondial par les terroristes.

En octobre 2001, le GAFI a décidé d'étendre son mandat à la lutte contre le financement du terrorisme. Huit recommandations spéciales ont été formulées²⁵. Celles-ci portent sur les points suivants : ériger en infraction pénale le délit de financement du terrorisme et du blanchiment de capitaux commis dans le cadre d'activités terroristes, gel et confiscation des biens terroristes, renforcement des mesures d'identification lors de transferts de fonds, déclaration des transactions suspectes liées au terrorisme, coopération internationale, surveillance des organismes à but non lucratif, des personnes morales, des virements électroniques et des modes de remises de fonds alternatives. Le GAFI recommande aussi aux Etats de ratifier et appliquer pleinement la Convention internationale des Nations unies pour la répression du financement du terrorisme datant de 1999 et entrée en vigueur en avril 2002²⁶.

Les autorités américaines et la « Federal Reserve Bank of New York » ont publié des listes de personnes et d'organisations suspectes après les attentats du 11 septembre 2001. En Suisse, 95 cas suspects (comprenant des personnes mentionnées sur les listes) ont été transmis au Bureau de communication en matière de blanchiment, qui a remis les dossiers au Ministère public de la Confédération, chargé de vérifier le bien-fondé de ces soupçons. La Suisse a démontré dans ce cas sa ferme volonté de ne pas voir la place financière suisse utilisée pour des transactions financières liées au terrorisme. Dans le cas des 72 comptes bloqués en Suisse en automne 2001, pour un montant de 34 millions de francs, aucun élément n'a permis de conclure que des personnes ou sociétés suisses étaient impliquées dans la préparation des aspects logistiques des attentats commis aux Etats-Unis.

□ Répression du financement du terrorisme

Fin juin 2002, la conseillère fédérale Ruth Metzler a présenté son projet d'adaptation du Code pénal suisse pour mieux lutter contre le terrorisme, en proposant la ratification de la Convention internationale des Nations unies pour la répression du financement du terrorisme, datant du 9 décembre 1999, ainsi que la ratification de la Convention de 1997 pour la répression des attentats terroristes à l'explosif. La Suisse avait signé la convention portant sur la répression du financement du terrorisme le 13 juin 2001. Elle a déjà adhéré à dix autres

²⁴ Système informel de transfert d'argent couramment utilisé en Asie, en dehors des circuits bancaires traditionnels. Une personne peut ainsi déposer un fonds chez un négociant des réseaux *hawala* et obtenir une sorte de quittance, qui peut être échangée contre de l'argent chez un autre négociant (avec compensations entre négociants) ; aucune trace ne subsiste de l'opération.

²⁵ GAFI, *Directives à l'attention des institutions financières pour la détection des activités de financement du terrorisme*, Paris : GAFI, 2002.

²⁶ Le texte de la convention peut être consulté à l'adresse <<http://untreaty.un.org/french/Terrorism.asp>>.

conventions et protocoles conclus sous l'égide des Nations unies dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

La plupart des clauses prévues dans la Convention pour la répression du financement du terrorisme ne requièrent pas une adaptation du Code pénal car elles sont déjà intégrées dans le cadre de la lutte contre le crime organisé (art. 260ter du Code pénal), la lutte contre le blanchiment ou la lutte contre la corruption. C'est le cas par exemple des clauses prévoyant le gel ou la saisie des fonds liés au financement d'activités terroristes, l'entraide judiciaire, les devoirs d'identification des clients des institutions financières et l'obligation de signaler les transactions financières suspectes.

Selon le Conseil fédéral, certaines modifications du Code pénal suisse sont cependant nécessaires. La principale concerne la possibilité de pouvoir réprimer non seulement des individus et des employés (personnes physiques), mais aussi une entreprise pour délit de financement du terrorisme (punir des personnes morales en tant que telles). Les parlementaires suisses s'étaient opposés à rendre une personne morale punissable quand le Parlement avait examiné la loi sur le blanchiment d'argent (1998) et lors de la modification du Code pénal visant à réprimer la corruption d'agents publics étrangers (2000). Un des arguments avançait que cela devait faire partie de la réflexion sur la modification de la partie globale du Code pénal suisse. Dans ce contexte, le Conseil fédéral avait proposé de prévoir une responsabilité subsidiaire des entreprises en cas de manque d'organisation²⁷. Le Parlement a été plus loin en prévoyant la responsabilité primaire de l'entreprise lorsqu'elle n'a pas pris toutes les mesures de contrôle nécessaires dans le cas d'infractions relevant des normes sur l'organisation criminelle (art. 260ter), le blanchiment (art. 305bis) et pour certains actes de corruption (art. 322ter, 322quinqües et 322septies). L'article 5 de la Convention pour la répression du financement du terrorisme exige des Etats de prendre les mesures pour que la responsabilité des personnes morales puisse être engagée en cas de financement d'activités terroristes. Le message sur la répression du terrorisme reprend la « punissabilité » de l'entreprise puisque le Conseil fédéral voulait ratifier la convention internationale avant fin 2002 et que le projet de révision de la Partie générale n'aurait d'ici là pas encore été adopté définitivement par les Chambres fédérales.

Changements du Code pénal proposés par le Conseil fédéral pour réprimer le financement du terrorisme

Art. 100quater

- ❑ « Un crime ou un délit qui est commis au sein d'une entreprise dans l'exercice d'activités commerciales conformes au but de l'entreprise est imputé à l'entreprise s'il ne peut être imputé à aucune personne physique déterminée en raison d'un manque d'organisation de l'entreprise. Dans ce cas, l'entreprise encourt une amende jusqu'à 5 millions de francs. »
- ❑ Pour certaines infractions graves, « l'entreprise est punie indépendamment de la punissabilité des personnes physiques s'il doit lui être reproché de ne pas avoir pris toutes les mesures d'organisation raisonnables et nécessaires pour empêcher une telle infraction ».

²⁷ *Message concernant la modification du Code pénal suisse (dispositions générales)...* du 21 septembre 1998, *Feuille fédérale* (98.038), 1999, 1787, pp. 1954 et suiv.

Le Conseil fédéral propose de compléter l'article 260ter concernant la lutte contre le crime organisé pour l'étendre aux infractions liées à la préparation d'actes terroristes. Cet article s'applique déjà non seulement aux organisations criminelles de type mafieux, mais à une palette plus large d'activités comprenant dans le nouveau projet le terrorisme (art. 260bis). Le nouvel article 260quinquies punit le terrorisme et le nouvel article 260sexies punit le financement d'un attentat terroriste, sans qu'il y ait forcément un lien de causalité direct entre le financement et le crime lui-même. La personne qui finance de telles activités est punissable uniquement si sa volonté était de financer des actes terroristes. On ne peut pas punir quelqu'un qui financerait des activités humanitaires par des dons si ce financement d'actes terroristes est indirect et contraire à sa volonté.

Parmi les premières réactions lors de la présentation du message du Conseil fédéral, certains observateurs ont relevé que l'arsenal législatif actuel devrait suffire à lutter contre le terrorisme sans qu'il y ait nécessité d'introduire de nouvelles normes pénales. Punir une personne pour participation à des activités liées au crime organisé (art. 260ter) paraît pratiquement déjà quasiment impossible; ainsi, dans le canton de Zurich aucune condamnation n'a eu lieu depuis 1994 en vertu de cette norme pénale, alors qu'elle a été invoquée plus d'une centaine de fois²⁸.

Le 23 septembre 2002, le Conseil des Etats a décidé par 27 voix contre 15 de renvoyer le projet à la commission du Conseil des Etats pour un nouvel examen. Dick Marty (PRD/TI) proposait la ratification immédiate des deux conventions internationales et le report de la discussion sur les modifications des normes pénales suisses. Les experts sont divisés sur la question des modifications nécessaires pour satisfaire aux exigences des conventions internationales. La majorité s'est finalement ralliée à la proposition de renvoi de tout le paquet à la commission. Le Conseil des Etats a repris la discussion le 2 décembre 2002, en acceptant la ratification des conventions internationales. Sur proposition de la commission, les sénateurs ont renoncé à l'adoption d'une norme pénale générale sur le terrorisme et accepté seulement une norme pénale réprimant le financement d'activités terroristes.

8.5. PLACE FINANCIÈRE SUISSE, SECRET BANCAIRE ET ÉVASION FISCALE

Plusieurs études montrent que les fuites de capitaux ont des conséquences néfastes sur l'économie des pays en développement. L'ONG Oxfam estime que les pertes fiscales pour les gouvernements des pays en développement liées aux fuites de capitaux s'élèveraient à 50 milliards de dollars par année, soit presque autant que les montants de l'aide publique au développement versés par les pays du Comité d'aide au développement (CAD)²⁹.

Les lois actuelles en Suisse répriment la fraude fiscale (falsification de documents pour échapper au fisc) mais pas lorsqu'une personne omet de déclarer certains revenus au fisc (simple soustraction fiscale). De l'avis de plusieurs

²⁸ Voir par exemple l'article de Estermann Josef, *Neue Zürcher Zeitung*, 30.8.02.

²⁹ Oxfam, *Tax Havens: Releasing the Hidden Billions for Poverty Eradication*, Grande-Bretagne: Oxfam, 2000, <www.attac.org.uk/attac/document/oxfam-tax-havens.pdf?documentID=44>.

magistrats, dont Bernard Bertossa, cette distinction est difficile à faire, et il faudrait que la Suisse puisse accorder l'entraide judiciaire pour aider une autorité étrangère à réprimer l'évasion fiscale. Les organisations criminelles, le commanditaire d'activités terroristes ou des personnes cachant de l'argent au fisc utilisent finalement des moyens financiers assez analogues pour arriver à leurs fins et il est souvent difficile de faire la distinction entre ces catégories lors de l'examen d'opérations financières suspectes.

Les possibilités d'entraide judiciaire de la Suisse sont dans l'ensemble assez étendues dans les cas de blanchiment, de lutte contre la corruption et de lutte contre la criminalité organisée. Selon le principe de double incrimination (un acte doit être un délit dans les juridictions des deux pays impliqués), la Suisse n'accorde pas l'entraide judiciaire dans les cas d'évasion fiscale (celle-ci n'étant pas punissable en Suisse). L'entraide administrative internationale que peut offrir la Suisse est par contre assez limitée³⁰. Elle est possible par exemple entre la Commission fédérale des banques et des autorités de surveillance équivalentes à l'étranger (surveillance des marchés selon la loi sur les banques, la loi sur les bourses et la loi sur les fonds de placement). L'autorité de surveillance à l'étranger a le droit d'utiliser les informations confidentielles uniquement pour l'objet en question. L'Autorité de contrôle et le Bureau de communication en matière de blanchiment peuvent aussi communiquer des informations aux offices équivalents à l'étranger. L'assistance administrative est par contre limitée en matière douanière (lutte contre la fraude douanière) et restreinte à la fraude fiscale.

□ *Pressions de l'OCDE et de l'Union européenne*

Les pressions internationales (OCDE et Union européenne) sont de plus en plus fortes pour que la Suisse assouplisse le secret bancaire et punisse la fuite fiscale. L'OCDE a adopté en 1998 un rapport sur la concurrence fiscale dommageable qui préconisait notamment l'instauration d'un système d'échange d'informations entre administrations fiscales des pays de l'OCDE. La Suisse et le Luxembourg s'étaient alors abstenus lors de l'adoption du rapport. Le Comité des affaires fiscales de l'OCDE a adopté en avril 2000 un rapport recommandant la levée des restrictions entravant l'accès des autorités fiscales à certaines informations bancaires dans le domaine du droit fiscal (entraide administrative). La Suisse s'est déclarée prête à examiner la possibilité d'assistance administrative pour les cas de fraude fiscale (comme c'est déjà le cas avec les Etats-Unis), mais pas dans le cas d'évasion fiscale.

L'Union européenne (UE) cherche à mettre sur pied un système encore plus strict pour permettre l'échange d'informations entre administrations fiscales pour taxer les revenus des placements d'un résident d'un pays dans un autre pays de l'Union européenne (après une période transitoire de sept ans à partir de l'adoption de la directive). Avant l'adoption de la directive européenne, l'UE doit engager des négociations avec les Etats-Unis, la Suisse, le Liechtenstein, Monaco, Andorre et Saint-Marin afin que ces pays adoptent des mesures équivalentes. Les discussions avec la Suisse se font dans le cadre des négociations bilatérales entre la Suisse et l'UE. Elle accepterait d'introduire un impôt anticipé sur des placements d'avoirs étrangers (et rétrocession de cet impôt aux Etats de l'Union européenne), mais refuse catégoriquement une procédure d'échange d'informations

³⁰ L'entraide administrative est très étendue entre les Etats-Unis et la Suisse.

automatique entre administrations fiscales. Elle pourrait admettre sur demande d'un autre pays la transmission d'informations dans le cas de fraude fiscale (et des faits de semblable gravité³¹), mais refuse d'entrer en matière sur un échange d'informations dans le cas d'une simple évasion fiscale.

Aucun accord n'a encore pu être trouvé entre l'UE et la Suisse à fin décembre 2002 et la situation reste bloquée. Le projet de directive suscite aussi des divergences entre pays de l'Union européenne, avec par exemple le désir de certains pays de voir appliquer ces mesures aux territoires dépendants de la Grande-Bretagne et l'opposition de celle-ci à une telle extension.

La Suisse reste dans ce domaine sur sa défensive. Les représentants des milieux bancaires, l'Administration fédérale des finances, le Département fédéral de l'économie, avec à sa tête en 2002 le conseiller fédéral Pascal Couchepin, affirment que le secret bancaire suisse est très important et non négociable, et que toute remise en question de ce secret bancaire aurait des conséquences dramatiques pour les emplois dans le secteur bancaire. La part du secteur financier dans le PIB de la Suisse serait de 10 %³². La gestion de fortune représente plus de la moitié de la valeur ajoutée totale du secteur bancaire. Dans son ensemble, le secteur financier employait en 1998 quelque 218'000 personnes, dont 119'000 dans les banques, 54'000 dans les assurances et 45'000 dans les sociétés fiduciaires et autres prestataires de services financiers. Les établissements financiers suisses emploient en outre quelque 130'000 collaborateurs dans les filiales à l'étranger. Selon la Banque nationale suisse, les avoirs gérés en Suisse sous forme de dépôts de clients s'élèvent à quelque 3800 milliards de francs³³.

❑ *Revendications d'œuvres d'entraide*

Comme pistes d'action pour réduire l'impact négatif des paradis fiscaux, l'ONG Oxfam fait les propositions suivantes :

- ❑ établissement sur le plan multilatéral de standards communs pour une base fiscale afin d'éviter les possibilités d'évasion pour les transnationales ;
- ❑ accord multilatéral pour imposer les transnationales sur une base unitaire globale ;
- ❑ mise sur pied d'une autorité fiscale globale ;
- ❑ établissement d'une convention internationale visant à faciliter le rapatriement de fonds prélevés sur le trésor national des pays pauvres. Une convention de droit international public pourrait permettre de mieux dépister les fortunes détournées de manière illégale et de les restituer ;
- ❑ code de conduite en matière de paiement d'impôts (sur l'exemple de normes environnementales ou de normes sociales sur les conditions de travail) ;
- ❑ accord multilatéral établissant l'échange d'informations entre les administrations fiscales de différents pays pour mieux combattre l'évasion fiscale.

³¹ La formule utilisée par la Suisse est « *tax fraud and the like* ». La Suisse pourrait négocier bilatéralement avec les différents Etats de l'UE pour définir, selon les procédures fiscales en vigueur dans ces pays, les catégories qui tomberaient sous la notion *and the like*.

³² Chiffres repris par la Commission fédérale des banques.

³³ Bulletin mensuel de la BNS, juin 2000.

La Communauté de travail des œuvres d'entraide appuie globalement ces propositions, en les complétant de revendications spécifiques à la Suisse³⁴ :

- ❑ La discussion actuelle avec l'Union européenne concerne l'évasion fiscale de ressortissants de l'Union européenne. En vertu du principe de la clause de la nation la plus favorisée, la Communauté de travail demande à la Confédération d'appliquer une éventuelle nouvelle règle envers l'Union européenne à tous les pays du monde. Il ne serait pas cohérent de réprimer l'évasion fiscale provenant des pays de l'Union européenne sans punir aussi l'évasion fiscale d'autres pays. Il ne serait pas non plus cohérent d'appliquer un système de taxation sur les rendements de capitaux uniquement avec les pays de l'Union européenne et pas pour les placements venant des pays en développement.
- ❑ Les échanges d'informations au niveau international devraient être renforcés, aussi bien en matière fiscale que lors de blanchiment d'argent.
- ❑ La Suisse devrait réprimer l'évasion fiscale et non pas seulement la fraude fiscale, et elle devrait accorder l'entraide administrative en matière fiscale. La distinction faite en Suisse entre fraude fiscale (punissable) et évasion fiscale (non punissable) n'est, selon l'avis d'ONG suisses et de plusieurs magistrats du monde judiciaire, absolument pas tenable.
- ❑ La création d'une autorité mondiale de taxation pourrait permettre de contrôler les conséquences négatives des systèmes nationaux de taxation.
- ❑ Les activités offshore des entreprises suisses devraient être mieux contrôlées.
- ❑ La Suisse devrait également soumettre la corruption privée au droit pénal (qui réprime pour l'instant uniquement la corruption de fonctionnaires à l'étranger, mais pas la corruption de privés).
- ❑ La Suisse devrait examiner si les accords de double imposition ne favorisent pas l'évasion fiscale.

En réponse à une interpellation parlementaire du conseiller national Remo Gysin (PS/BS), le Conseil fédéral s'est exprimé sur le premier point. Pour le Conseil fédéral, il est exclu d'appliquer la clause de la nation la plus favorisée dans ce domaine en étendant la portée d'un accord à venir avec l'Union européenne aux pays du tiers-monde³⁵. Le droit fiscal international ne prévoit pas d'accord automatique de la clause de la nation la plus favorisée. Un éventuel accord entre la Suisse et l'UE en matière d'imposition de l'épargne ne déploierait ses effets qu'entre les Etats signataires de cet accord. L'impôt à retenir par l'agent payeur ne serait perçu qu'en faveur des Etats membres de l'UE, aucun autre pays n'ayant adressé une requête comparable en dehors de l'Union européenne.

³⁴ Sources : séminaire organisé par la Communauté des œuvres d'entraide à Berne, octobre 2001 ; Gurtner Bruno, « Exigences pour une politique de développement moins inéquitable », dans Froidevaux Dominique (dir.), *La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux*, op. cit.

³⁵ Département fédéral des finances, communiqué de presse, 29.11.02.

SOURCES

Organisations internationales

- GAFI, *Rapport sur les typologies du blanchiment de capitaux 2001-2002*, Paris : GAFI, 2002.
GAFI, *Révision des quarante recommandations du GAFI, document consultatif*, Paris : GAFI, 2002.
GAFI/FATF, *Annual Report 2001-2002*, Paris : GAFI, 2002.
GAFI/FATF, *Review to Identify Non-Cooperative Countries or Territories : Increasing the World-Wide Effectiveness of Anti-Money Laundering Measures*, Paris : GAFI, 2002.
IMF, *Switzerland : Financial System Stability Assessment*, IMF Country Report, n° 02/108, 2002, <www.imf.org> ou <www.dff.admin.ch>.

Publications officielles suisses

- Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent MROS (Office fédéral de la police), *4^e rapport annuel 2001*, 2002.
Commission fédérale des banques, *Devoirs de diligence des banques et des négociants en matière de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées*, rapport d'un groupe de travail, Berne, 2002, 40 p.
Commission fédérale des banques, *Regulatory Challenges for Swiss Banking Secrecy*, Berne, 2002.
Confédération, communiqués de presse, notamment sur les négociations de l'Union européenne et de la Suisse sur la fiscalité de l'épargne, 18.06.02, 31.10.02, 29.11.02, <www.admin.ch>.
DDC/SDC, *Partners for Development and against Corruption : The SDC Perspective on Swiss Financial Transparency*, Bern : SDC, 2002.

Organisation non gouvernementale

- Oxfam, *Tax Havens : Releasing the Hidden Billions for Poverty Eradication*, Grande-Bretagne : Oxfam, 2000, <www.attac.org.uk/attac/document/oxfam-tax-havens.pdf?documentID=44>)

Divers

- Estermann Josef, *Organisierte Kriminalität in der Schweiz*, Luzern : Orlux-Verlag, 2002, 196 p.
Froidevaux Dominique (dir.), *La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux*, Lausanne : Editions d'En Bas, 2002, 240 p.
Meier-Schatz Christian J., Nobel Peter, Waldburger Robert, *Die Auswirkungen eines EU-Beitritts auf den Finanzplatz Schweiz*, Zürich : Schulthess, 2001, 280 p.
Mette Skipper Anne, *La Suisse, les banques et l'argent sale*, Lausanne : Esprit Ouvert, 2001.
Peillon Vincent et Montebourg Arnaud, *La lutte contre le blanchiment de capitaux en Suisse. Un combat de façade*, Paris : Editions des Arènes, 2001.
Pieth Mark, von Cranach Mario, Besozzi Claudio, Hanatseder Christa, Kunz Karl-Ludwig, *Gewalt im Alltag und organisierte Kriminalität. Die Ergebnisse eines nationalen Forschungsprogramms*, Bern/Stuttgart/Wien : Verlag Haupt, 2002.

Articles de presse

- Le Courier*, 26.11.02.
Le Temps, divers articles, notamment sur l'histoire du secret bancaire, août 2002.
Neue Zürcher Zeitung, divers articles.

SITES INTERNET

- Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (OCDE) : <www.oecd.org/fatf>.
International Anti-Money Laundering Network : <www.imolin.org>.
OCDE, site sur la corruption : <www.oecd.org/daf/nocorruption>.
Union européenne : <www.europa.eu.int>.
UNO, Anti-Money Laundering Web-Site : <www.imolin.org>.
Administration fédérale des finances/Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent : <www.admin.ch/efv>.
Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (Office fédéral de la police) : <www.admin.ch/bap>.
Commission fédérale des banques : <www.admin.ch/ebk>.
Département fédéral de justice et police : <www.ejpd.admin.ch>.
Recueil systématique du droit fédéral (lois et ordonnances suisses) : <www.admin.ch/ch/f/rs>, notamment sous 955 (blanchiment d'argent).
Aktion Finanzplatz Schweiz : <www.aktionfinanzplatz.ch>, avec notamment la publication du bulletin *Finanzplatz Informationen*. (Version française du site en préparation.)
Déclaration de Berne : <www.evb.ch/db>.
Transparency International : <www.transparency.org>.